

Comme l'a déclaré un jour Dwight D. Eisenhower, "l'agriculture, ça n'a l'air de rien lorsque l'on tient un crayon plutôt qu'une charrue, et que l'on se trouve à 1000 miles du champ de maïs".

Sur cette question, les États-Unis et le Canada ont pris les devants. Notre Accord commercial représente un progrès dans ce domaine, progrès qui, nous l'espérons, ouvrira la voie à de nouveaux progrès dans les négociations multilatérales qui se déroulent actuellement à Genève dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs et le commerce (GATT).

L'Accord prévoit une série de mesures de libéralisation du commerce, dont un grand nombre vise des produits particuliers. Par exemple, chaque pays exemptera l'autre des restrictions prévues par nos lois respectives sur les importations de viande, de façon à permettre le libre commerce du boeuf et du veau.

L'autre réalisation extrêmement importante de l'Accord dans ce domaine concerne l'interdiction des subventions à l'exportation pour ce qui est des échanges bilatéraux de produits agricoles. C'est la première fois, il convient de le souligner, que des gouvernements s'entendent pour interdire les subventions à l'exportation dans le secteur agricole.

Je voudrais vous donner un dernier exemple qui démontre que chacune des parties sera gagnante dans cet Accord, et il a trait au domaine du commerce des produits automobiles. En vertu de l'Accord, le Pacte de l'automobile reste en place. Les deux points essentiels à retenir sont les suivants:

- premièrement, l'Accord limite les dispositions du Pacte de l'automobile aux participants actuels; et
- deuxièmement, l'Accord établit une nouvelle règle d'origine nord-américaine de 50 %.

Ces mesures encourageront les producteurs étrangers à accroître leurs achats de pièces et de matériaux pour automobile au Canada et aux États-Unis. Il s'en suivra une augmentation du nombre d'emplois dans cette industrie de chaque côté de la frontière. Cela permettra également à l'industrie automobile nord-américaine de rester compétitive face à la concurrence croissante des producteurs de pays tiers.

Les Canadiens croient qu'il est temps de jeter des ponts, et non des barrières, vers la croissance économique et la prospérité qui découlent de l'accroissement des échanges.